

N°339

2€30

# BILLETS D'AFRIQUE

SEPT 2024



MENSUEL D'INFORMATION SUR LA FRANÇAFRIQUE ÉDITÉ PAR L'ASSOCIATION SURVIE

## TOTAL = COLONIAL

SAHEL / NEGATIONNISME / MOZAMBIQUE

## Souffler n'est pas jouer

Orano (ex-Areva) s'est fait souffler son permis d'exploitation sur le gisement d'uranium d'Imouraren au Niger. « Pas de panique ! » nous ont expliqué les rédactions françaises : l'approvisionnement des centrales nucléaires n'est pas en danger. Et pour cause : le gisement n'était pas exploité. En 2009, il avait été concédé à la firme française en échange d'une visite du président Sarkozy à son homologue nigérien Mamadou Tandja, qui voulait alors changer la constitution et rempiler pour un troisième mandat. Imouraren est décrit comme l'un des gisements les plus importants (200 000 tonnes de réserves), mais sa teneur en uranium par tonne de roches est très faible, ce qui implique une exploitation très coûteuse et suppose un cours de l'uranium très haut pour être rentable. Depuis, les autorités nigériennes successives ne cessaient de presser la firme française de commencer les travaux. En vain. Dernièrement, Orano assurait mener des études pour une nouvelle méthode d'exploitation (dite ISR pour in-situ recovery), déjà utilisée dans ses mines du Kazakhstan. Mais la junte militaire au pouvoir depuis l'été dernier n'a pas eu la patience du régime précédent. Mise en demeure de démarrer l'exploitation, Orano a mollement tenté de donner le change au dernier moment, sans convaincre. Cette décision est pour l'instant sans conséquence sur le gisement d'Arlit, lui exploité depuis des décennies par la France (et pour quelques petites années encore), mais se montre néanmoins révélatrice des nouvelles relations entre les deux pays.

## KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

### La droite coloniale sombre...

Sans être réjouissants, les résultats des législatives des 30 juin et 7 juillet derniers ont été, on le sait, moins catastrophiques qu'annoncés. La meilleure nouvelle nous arrivant peut-être de Kanaky-Nouvelle-Calédonie, impactée depuis ce printemps par un énième soulèvement kanak et la répression coloniale féroce qui y répond [voir notre numéro précédent]. Dans un contexte de tensions exacerbées, la droite pro-française a pris une claque aussi retentissante qu'inattendue.

Peut-être pas pour tout le monde ceci dit : Nicolas Metzdorf, rapporteur en mai de la loi sur le dégel du corps électoral qui a mis le feu aux poudres, avait renoncé à se présenter dans la deuxième circonscription, dont il était pourtant le député sortant. Il préférerait tenter sa chance dans la première, celle de la capitale Nouméa. Résultat : une victoire étonnante avec quelque 52 % des suffrages exprimés, là où son prédécesseur anti-indépendantiste obtenait il y a seulement deux ans plus de 66 %... C'est ce qui s'appelle sauver (difficilement) les meubles.

Dans la deuxième circonscription, celle de la « brousse », les « loyalistes » se sont écroulés : Emmanuel Tjibaou, fils de Jean-Marie et candidat du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), l'a emporté au second tour avec plus de 57 % des voix. Une première depuis... 1986 ! À l'époque, le gouvernement Chirac avait mis en place un découpage électoral taillé sur mesure pour empêcher tout indépendantiste d'accéder au Palais-Bourbon.

Sur l'ensemble du territoire, les souverainistes kanak obtiennent plus de 10 000 voix d'avance

sur leurs adversaires ! Un chiffre d'autant plus impressionnant que la participation a été forte (plus de 70 %) et que le scrutin étant « national », il se jouait avec un corps électoral ouvert. Nombre de non-Kanak se sont donc détournés de la droite coloniale. Le résultat sans doute de la campagne menée par Tjibaou et ses camarades, axée sur l'apaisement et la réconciliation, mais aussi la preuve que nombre d'électeurs et électrices ne sont pas trompés quant aux responsabilités réelles de la situation désastreuse de l'archipel.

### ... le pays aussi

Ce résultat électoral constitue un des rares signes d'espoir du moment. Sur place, la contre-offensive de l'État français se poursuit. Un Kanak a été tué par les « forces de l'ordre » le 10 juillet dans la commune du Mont-Dore, un autre le 15 août à Thio. Au total, onze personnes sont mortes par balle depuis le printemps, dont huit Kanak. Par ailleurs, cinq militant·e·s indépendantistes restent emprisonné·e·s dans l'Hexagone, deux autres y sont assignées à résidence. Les discussions sur l'avenir du territoire sont à l'arrêt. Une crise politique majeure qui a causé de plus de 2 milliards d'euros de dégâts et vient en amplifier une autre, économique celle-ci, sur fond d'effondrement de l'industrie du nickel. Dernier (gros) coup dur en date : la fermeture le 31 août de l'usine métallurgique KNS, pour Koniambo Nickel SAS, qui employait 1200 personnes sans compter les sous-traitants. Obtenue de haute lutte par les indépendantistes, celle-ci avait été pensée comme l'outil essentiel du rééquilibrage entre le Nord majoritairement kanak, longtemps délaissé et le Sud plus « blanc » et plus riche. Elle portait aussi pour le FLNKS la promesse d'une indépendance économique du territoire avant l'indépendance politique... Triste symbole.



**Bulletin fondé en 1993 par** François-Xavier Verschave - **Directrice de la publication** Pauline Tétillon - **Comité de rédaction** R. Granvaud, O. Töbner, R. Doricant, M. Bazin, P. Tétillon, T. Noirot, E. Cailleau, M. Lopes, J. Poirson, N. Butor, B. Godin - **Ont contribué à ce numéro** J. Beurk, R. Morin - **Édité par** Association Survie, 21 ter rue Voltaire - 75011 Paris - **Tél.** (+33)9.53.14.49.74 - **Web** <http://survie.org> et <https://twitter.com/Survie> - **Commission paritaire** n°0226G87632 - **Dépôt légal** janvier 2024 - **ISSN** 2115-6336 - **Imprimé par** Imprimerie Notre-Dame, 80 rue Vaucanson, 38830 Montbonnot Saint Martin



« *L'armée se retire sur la pointe des pieds* » (*Libération*), « *L'armée française tourne la page* » (*France Inter*), présence militaire française « *en chute libre* » (*Mondafrique*) ou « *remise en question* » (*France Info*)... À lire ou écouter certains journalistes, l'armée française serait enfin sur le départ du continent africain. Adieu les bases militaires ? En réalité, pas vraiment. Si l'on en croit les indiscretions rapportées dans la presse, ce scénario a été proposé, parmi d'autres, et repoussé catégoriquement aussi bien par les militaires que par l'exécutif.

Certes, après l'échec cuisant de l'opération Barkhane, le refus grandissant de cette présence néocoloniale parmi les citoyennes et citoyens africain·e·s, repris à leur compte par les juntes militaires au Sahel, a contraint la France à quitter le Mali, le Burkina Faso et le Niger, mais aussi à revoir l'ensemble de son dispositif. L'heure est à la discrétion et aux bonnes résolutions. Ne devraient rester en tout que 600 militaires répartis au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Tchad, contre 2300 ces derniers mois, pour « *répondre aux aspirations de ces pays* », selon les mots de l'envoyé personnel du président Macron, Jean-Marie Bockel (audition au Sénat, 15/05/2024) dans le cadre d'un énième « *nouveau modèle de partenariat militaire* » annoncé par le chef de l'État en 2023.

Une nouvelle fois, nos stratèges ont été contraints de repenser les conditions non pas du départ mais du maintien d'une présence militaire permanente en Afrique, quitte à jeter du lest pour préserver l'essentiel. L'Armée ne s'en cache d'ailleurs pas : il s'agit de conserver les accès maritimes et aériens qui permettront à ces dispositifs allégés de remonter en puissance si la nécessité s'en fait sentir pour une nouvelle opération extérieure (Opex). D'ici là, la poursuite de la coopération doit « *continuer à créer les conditions pour que notre*

*armée française soit capable d'opérer avec nos partenaires africains. Comme nous l'avons fait à Barkhane* », explique sans complexe le général Conruyt, directeur des ressources humaines de l'armée de terre (RFI, 07/06/2024). Le changement n'est donc pas si profond...

Autre tradition bien établie : les décisions sont arrêtées avant même la publication du rapport censé les justifier – ici en l'occurrence celui commandé par l'Élysée à Jean-Marie Bockel. Preuve supplémentaire s'il en fallait que les autorités politiques et militaires françaises ne renoncent nullement à l'ingérence armée sur le continent : en même temps qu'elles allègent le nombre de soldat·e·s prépositionné·e·s, elles ont créé au début de l'été un commandement pour l'Afrique, à l'imitation de l'Africom états-unien, pour coordonner l'activité militaire française sur le continent.

Les journalistes passent également un peu rapidement sur la base militaire de Djibouti, pourtant épargnée par la décréue des effectifs (1500 personnes toujours déployées), au motif que son activité est moins orientée vers l'Afrique que vers la défense des intérêts français en Indo-Pacifique. C'est en effet dans cette zone que se trouvent des voix commerciales maritimes stratégiques, la plupart des « confettis de l'Empire » et de ce fait 93 % de la zone économique exclusive (ZEE) française<sup>1</sup> – la deuxième plus importante au monde. La crainte de voir cet héritage colonial menacé par les reconfigurations géopolitiques explique aussi la volonté française de remettre la main sur son ancienne base militaire navale à Madagascar, comme le rapporte le site *Africa Intelligence* (15/07/2024), que l'Armée française avait perdue en 1973 après les mobilisations de la « seconde indépendance » malgache. Une drôle de manière de tourner la page.

Raphaël Granvaud

<sup>1</sup> Espace maritime sur lequel un État exerce des droits souverains en matière d'exploration et d'usage des ressources.

## Sommaire

2 BRÈVES

3 ÉDITO

4 MALI / BURKINA FASO / NIGER

Au Sahel, de nouvelles alliances pour quel bénéfice ?

6 NÉGATIONNISME

Charles Onana devant la justice

7 MOZAMBIQUE

TotalEnergies : Cabo Delgado à tout prix

11 PÉTROLE

« Les activités de Total ont une dimension pleinement néocoloniales »

Image de couverture : Manifestation du 25/05/2024 à Paris (G. Millant)

Contact de la rédaction : [billetsdafrique@survie.org](mailto:billetsdafrique@survie.org) - Site internet : <http://survie.org>

MALI / BURKINA FASO / NIGER

# ACTUALITÉ

## AU SAHEL, DE NOUVELLES ALLIANCES POUR QUEL BÉNÉFICE ?

**Actant leur rupture avec la France, les régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont renforcé leur partenariat avec la Russie et tournent le dos à la Cedeao avec la création d'une nouvelle Alliance des États du Sahel.**

Le 5 août, les derniers soldats occidentaux – en l'occurrence états-uniens – quittaient le Niger. Entre d'un côté les juntes au pouvoir au Mali, au Burkina Faso et au Niger et de l'autre la France, mais aussi l'Union européenne (UE) et les États-Unis, la coopération militaire est désormais rompue. Si l'aide humanitaire française et européenne se poursuit, outre les questions militaires, les différents axes de coopération sont coupés, avec des conséquences importantes notamment sur les budgets des États.

Le rejet du néocolonialisme français, poussé par des pouvoirs militaires sur fond de reconfigurations géopolitiques, avec la mise en avant d'un nouveau partenariat avec la Russie, a été très vivement critiqué par les médias et la majorité de la classe politique de l'Hexagone. Il a suscité à l'inverse un réel enthousiasme du côté des militant·e·s panafricain·e·s et anticolonialistes, en Afrique comme en France. Mais aussi inquiétudes et divergences, notamment sur la dimension autoritaire de ces régimes, dans un contexte où l'accès à des informations indépendantes est difficile. D'où l'importance d'analyser les reconfigurations en cours, et dans une perspective internationaliste, de porter un regard critique sur les politiques et alliances que mettent en place ces nouveaux pouvoirs et sur leur impact sur la vie des populations.

### Crise de l'État postcolonial et retour à l'autoritarisme

Avec une population exaspérée par la faillite des régimes précédents ayant bannièrè démocratique, jugés incapables d'enrayer la crise sécuritaire qui prévaut dans la région, corrompus et soumis aux desiderata des Occidentaux, mais aussi par l'échec de la

présence militaire française, continue sur la décennie 2010 mais incapable de mettre à bas les groupes « terroristes » et même porteuse d'insécurité grandissante dans la zone, ces juntes sont arrivées aux affaires fortes d'un soutien large de la société civile, en fustigeant la présence française et en défendant le retour à un État fort pour mieux combattre le terrorisme.

Moussa Tchangari, militant de la société civile nigérienne, est un des rares intellectuels à oser prendre la parole et analyse ce qu'il définit comme une « *crise de l'Etat postcolonial* ». « *Le contexte sabélien est marqué par le retour à l'autoritarisme d'antan, suite à des coups d'États militaires, rappelle-t-il dans le journal en ligne L'autre républicain (09/05/2024). Mais il faut dire qu'il y avait déjà une certaine tentation autoritaire, qui se manifestait par des atteintes graves aux droits et libertés et par la vogue des discours fascistes tentant d'établir un lien de cause à effet entre l'avènement de la démocratie multipartite et la crise sécuritaire que traversaient les pays sabéliens. Les tenants de ces discours soutiennent, en effet, que l'avènement de la démocratie a été un facteur sérieux de déstabilisation des États.* » Et d'ajouter : « *Je considère pour ma part que l'affaiblissement des États au Sahel résulte plutôt du refus des élites au pouvoir d'opérer la nécessaire rupture d'avec l'ordre ancien. [...] La crise politico-sécuritaire en cours dans cette région est d'abord une crise de légitimité de l'État postcolonial* ».

### La Russie prend la place

Incarnation de cette rupture : l'alliance sécuritaire avec la Russie. Le Mali est le premier à accueillir les groupes paramilitaires

sur son sol – Wagner dès 2021, puis Africa Corps à partir de 2023. Entre 1500 et 2500 mercenaires y opéraient en fin d'année dernière selon *Le Monde* (21/12/2023). Au Burkina Faso, 200 à 300 membres d'Africa Corps sont présents et assurent notamment la sécurité rapprochée du président Traoré (*Le Monde*, 25/07/2024). La présence d'instructeurs et soldats d'Africa Corps et de l'armée russe a été publicisée par le régime nigérien dès avril 2024. Globalement, si les modalités de ces accords n'ont pas toujours été rendues publiques, l'intervention directe de la Russie est avérée, comme au Mali avec la livraison de matériel militaire et la mise en place de formations militaires (notamment pour l'Armée de l'air).

L'impact budgétaire de ces partenariats n'est sans doute pas négligeable. Dans ses premiers mois au Mali, Wagner avait l'intention de « se payer sur la bête », grâce en particulier à l'exploitation artisanale d'or (comme elle l'a fait en Centrafrique). Le paiement des mercenaires se ferait désormais légalement via le versement mensuel de 10 millions de dollars (*Le Monde*, 21/12/2023). Une solution rendue possible par l'augmentation des taxes versées par les entreprises aurifères, dans un contexte de renchérissement du prix de l'or et d'accroissement de la production dans le pays !

Comment lire ces partenariats ? D'une part, comme une recherche d'efficacité dans la lutte contre le terrorisme. L'aide militaire russe permettrait de reprendre des territoires hors de contrôle, comme le prouverait la reprise de plusieurs villes dans le nord du Mali. Mais l'approche tout-sécuritaire est finalement peu différente de la précédente et n'a pas démontré son efficacité. L'impact au niveau sécuritaire de la présence de mercenaires russes a surtout eu pour conséquence

le ciblage accru de civils lors des opérations, comme le souligne l'ACLED (*Armed Conflict Location and Event Data*) dans un rapport publié en août 2022 sur les opérations du groupe Wagner en Afrique.

D'autre part, par leur alliance avec le régime autoritaire de Poutine, les juntes revendiquent leurs affinités avec un contre-modèle vis-à-vis de l'Occident et du libéralisme. Un choix qui accompagne un recul assumé des libertés individuelles, des décisions arbitraires et une impunité vis-à-vis de la violence de l'Armée. C'est particulièrement vrai au Burkina Faso et au Mali. Dans le premier, l'État a depuis 2022 suspendu les activités des partis politiques et disparitions, enrôlements forcés et exactions des forces armées semblent prendre de l'ampleur. *Libération* (17/07/2024) rapporte ainsi que plus de 400 civils ont été tués par deux convois militaires en mai dernier. Dans le second, la justice a rejeté in extremis la dissolution du parti de gauche Sadi en mai dernier. Les voix dissonantes sont menacées, emprisonnées, voire disparaissent et la liberté de la presse est gravement entravée, particulièrement lorsqu'il s'agit d'évoquer la situation sécuritaire.

La Russie profite évidemment de la situation nouvelle pour pousser ses pions sur le terrain économique. Le 20 juin, le Niger a ainsi retiré le permis d'exploitation de la mine d'uranium d'Imouraren à l'entreprise française Orano (ex-Areva) [voir notre brève page 2] et l'entreprise publique du nucléaire russe Rosatom serait en pourparlers avec Niamey. Des accords de coopération ont déjà été signés avec le Mali et le Burkina Faso depuis fin 2023, notamment autour de la construction de petites centrales nucléaires.

## Vers une alliance des États du Sahel

À l'été 2023, après le coup d'État militaire au Niger, la France, le Nigeria et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont envisagé une opération militaire pour renverser les putschistes. Ces menaces s'accompagnaient de sanctions à l'encontre du Niger, comme précédemment à l'encontre du Mali et du Burkina Faso, visant à faire tomber les régimes putschistes en les asphyxiant économiquement. Celles-ci ont au contraire contribué à souder les opi-

nions publiques contre la Cedeao et amplifié les critiques la considérant comme à la solde d'intérêts extérieurs, notamment français. C'est dans ce contexte que les trois juntes militaires ont annoncé vouloir sortir de l'institution ouest-africaine pour créer l'Alliance des États du Sahel (AES), une organisation de coopération économique mais surtout sécuritaire. Officialisé en janvier 2024, ce départ intervenait après des années de tensions, alors que le Niger était sous embargo (il a été levé en février 2024), que le Burkina était suspendu de la Cedeao depuis 2022 et que le Mali risquait un nouvel embargo, après la levée d'un premier en juillet 2022 contre une promesse d'élections en février 2024 – que les militaires ne tiendront pas.



À la veille de celui de la Cedeao, le premier sommet de l'AES sonnait ce 6 juillet 2024 comme un pied de nez. Les pays membres ont entériné la création d'une confédération et la mutualisation de leurs moyens militaires dans la lutte contre le terrorisme. Le défi reste immense : le Sahel comptait l'année dernière la moitié des morts d'attaques terroristes à l'échelle mondiale<sup>1</sup>. Les trois pays ont forcément aussi évoqué de nouvelles modalités de coopération économique, alors que la sortie de la Cedeao devrait avoir des conséquences lourdes sur la circulation des biens et des

personnes – même s'il est à noter qu'ils restent membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, et donc dans la zone du Franc CFA.

En juillet, le nouveau président sénégalais Diomandé Faye a été nommé par la Cedeao facilitateur pour discuter avec l'AES, lui qui a promis durant sa campagne de faire évoluer les rapports avec la France et de pousser pour une réforme de la Cedeao. Faye semble le plus à même d'arracher quelques concessions à l'AES et de faire bouger la Cedeao, en pointant le risque de sa désintégration (RFI, 07/07/2024).

## Le conflit ukrainien s'invite

En 2022, Mali et Niger avaient voté pour la résolution de l'ONU condamnant l'invasion de l'Ukraine (le Burkina était absent). Peu probable qu'ils le referaient aujourd'hui... L'Afrique est en effet devenue un autre terrain de la guerre entre Kiev et Moscou<sup>2</sup>. En juillet, alors que l'armée malienne et Wagner avaient subi dans le nord du pays une lourde défaite, faisant plusieurs dizaines de morts dans leurs rangs, les autorités ukrainiennes se sont targuées d'avoir fourni en renseignements les groupes armés séparatistes victorieux. Conséquence : le Sénégal a rappelé à l'ordre l'ambassadeur ukrainien en poste à Dakar qui s'en vantait, et les relations diplomatiques entre Ukraine et les pays de l'AES ont été gelées. La Cedeao s'est aussi positionnée fortement contre cette « ingérence » de l'Ukraine, se rapprochant ainsi du Mali.

Quant à la France, à voir comment elle (et ses alliés européens et états-unis) réagit à cette irruption du conflit ukrainien sur le continent. Mais surtout comment elle entend reconfigurer sa coopération et sa présence militaire en Afrique de l'Ouest – depuis le Tchad où Déby fils s'entretenait avec le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov le 5 juin dernier, jusqu'au Sénégal où la présence militaire française pourrait devenir un sujet de crispation (pour l'heure Faye et Macron ont affiché leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leur coopération), en passant par les alliés traditionnels de Paris, notamment la Côte d'Ivoire.

Juliette Poirson

<sup>1</sup> Selon l'indice mondial du terrorisme établi par l'Institut pour l'économie et la paix.

<sup>2</sup> Depuis l'été 2023, il est ainsi avéré que l'Ukraine soutient le chef de la junte soudanaise Al Bourhane face au mouvement « rebelle » Hemetti soutenu par Wagner.

# PROCES

## NÉGATIONNISME CHARLES ONANA DEVANT LA JUSTICE

Ce 7 octobre débutera le procès du « journaliste » Charles Onana et des éditions du Toucan. La suite d'une plainte pour contestation de crime contre l'humanité déposée par plusieurs associations, dont Survie.



*La thèse conspirationniste d'un régime butu ayant planifié un "génocide" au Rwanda constitue l'une des plus grandes escroqueries du XXe siècle* ». C'est ce qu'écrit Charles Onana à la page 198 de son livre *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise - Quand les archives parlent*, paru en 2019<sup>1</sup>. Le journaliste y affirme également que « *le conflit et les massacres du Rwanda n'ont rien à voir avec le génocide des Juifs* » (p. 34). Ou encore : « *Continuer à pérorer sur un hypothétique "plan de génocide" des Hutus ou une pseudo-opération de sauvetage des Tutsis par le FPR est une escroquerie, une imposture et une falsification de l'histoire* » (p. 460).

Des propos qui ont alerté la Ligue des droits de l'Homme, la Fédération internationale pour les droits humains et Survie qui voient là une opération de négation du génocide perpétré contre les Tutsis au Rwanda en 1994. Ces trois associations se sont réunies pour porter plainte contre Charles Onana et les éditions du Toucan qui ont publié son ouvrage (sous le label de L'Artilleur). D'autres se sont également portées parties civiles : Ibuka France, la Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme, le Collectif des parties civiles pour le Rwanda et la Communauté rwandaise de France. Le procès est prévu pour se tenir du 7 au 11 octobre prochains devant la 17e chambre correctionnelle du tribunal judiciaire de Paris.

Charles Onana se présente comme un « journaliste d'enquête », mais la grande majorité de ses livres est éditée par les éditions Duboiris, dont le gérant n'est autre que... Charles Onana lui-même. En 2017, il a soutenu une thèse sur la dimension médiatique de l'opération Turquoise, pour laquelle il a obtenu le titre de docteur en

science politique. Aucun rattachement à un laboratoire universitaire ou aucune publication scientifique n'ont cependant donné consistance à ce diplôme.

### Proximité avec les génocidaires

À force de propos négationnistes, des médias qui invitaient régulièrement ce « politologue » sans emploi ni publication lui ont désormais fermé leur antenne. Parmi eux, TV5 Monde, France 24 ou LCI. Ceux qui lui donnent encore la parole — TV Libertés, le Cercle Aristote, André Bercoff... — appartiennent à des sphères souverainistes ou d'extrême droite.

La lecture des ouvrages sur le Rwanda de Charles Onana, fils spirituel revendiqué de Pierre Péan<sup>2</sup>, montre également ses affinités avec certains milieux militaires français et rwandais dont il se fait le porte-voix. Dans *Rwanda, la vérité sur l'opération Turquoise*, Onana recueille quatre témoignages d'officiers des Forces armées rwandaises (FAR), dont celui d'Anatole Nsengiyumva condamné en appel par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), ainsi que celui d'André Ntagerura, ministre du gouvernement intérimaire rwandais (GIR), acquitté, lui, par le TPIR. Nsengiyumva et Ntagerura ont participé à la publication en 1996 d'un texte dans lequel on peut lire que « *l'utilisation du mot "génocide" procède d'une campagne médiatique savamment conçue par le FPR et ses alliés* » et que « *le "génocide tutsi" au Rwanda était un alibi ou une carte utilisée pour la conquête finale du pouvoir, cautionnée par la Communauté Internationale* ».

Cette contestation de la qualification du crime est l'idée principale reprise par Ona-

na 23 ans plus tard dans son livre (p.190). Au mépris des faits, celui-ci écrit ainsi : « *Pour ne pas avoir à s'exposer à la moindre réflexion ou à des questions embarrassantes, les États-Unis valident ainsi, sans la moindre réserve, et très officiellement la demande pressante du FPR de retenir le mot "génocide" ou de qualifier comme tel les massacres du Rwanda. Ce terme est donc retenu sans examen ni enquête préalable. Sa validation ne sera jamais soumise à l'avis des magistrats professionnels ni à la consultation d'une quelconque juridiction internationale. C'est la volonté du FPR et la décision d'un secrétaire d'État américain qui ont conduit à parler de "génocide" au sein des Nations unies et principalement au Conseil de sécurité.* » Comme les Hutus extrémistes responsables du génocide des Tutsis, Charles Onana met quasi systématiquement dans son livre des guillemets autour du mot génocide.

Quel sera l'enjeu de ce second procès en France pour contestation du génocide des Tutsis<sup>3</sup> ? Bien sûr, il précisera les limites légales des propos que l'on peut tenir sur ce crime contre l'humanité. Il pourrait également aider à mieux comprendre les raisons de la vitalité du négationnisme du génocide des Tutsis en France. Dans ce pays aux « *responsabilités lourdes et accablantes* » selon le rapport Duclert (des responsabilités qu'il faudra bien un jour qualifier de complicité), qui aura intérêt à venir à la barre défendre la même propagande que celle des organisateurs du génocide des Tutsis ? Ceux-là mêmes soutenus il y a 30 ans par les autorités françaises...

Ruben Morin

<sup>1</sup> « Charles Onana mis en examen », *Billets d'Afrique* n°316 (avril 2022)

<sup>2</sup> « Une vie en FrancAfrique », *Billets d'Afrique* n°289 (septembre 2019)

<sup>3</sup> Après celui intenté en 2022 contre Natacha Polony : « Relaxe attendue pour Natacha Polony », *Billets d'Afrique* n°318 (juin 2022)

## MOZAMBIQUE

# TOTAL ENERGIES : CABO DELGADO À TOUT PRIX

**TotalEnergies veut relancer le chantier d'exploitation d'un énorme gisement de gaz naturel au large du Mozambique, suspendu en 2021 pour cause d'attaques djihadistes dans la région du Cabo Delgado. Mais à quel prix, compte tenu des répercussions sociales, environnementales, climatiques et sécuritaires du projet ? Sans compter les implications politiques et militaires, qui percutent jusqu'à la politique européenne dans la région des Grands lacs.**

**T**out commence au début des années 2010 avec la découverte, au large du Mozambique, de la plus importante réserve gazière exploitable d'Afrique (la neuvième au niveau mondial) : 4500 milliards de mètres cubes dans le bassin de Rovuma. Si l'entreprise Total (rebaptisée TotalEnergies en 2021) a déjà été brièvement présente dans la zone pour l'exploration pétrolière à partir de la fin 2012, elle ne s'y est implantée pour la production gazière qu'en septembre 2019. Elle y a été précédée par une myriade d'entreprises françaises importantes dans le secteur parapétrolier, pour la prospection, la logistique, les services ou la finance.

## Une affaire d'État(s)

Or « *aux origines de l'implication française dans l'exploration des hydrocarbures au large du Mozambique, on retrouve un scandale de corruption et de contraction de dettes cachées* » lié à des ventes d'armes, souligne un rapport de juin 2020 de l'ONG Les Amis de la Terre intitulé « *De l'eldorado gazier au chaos. Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz* » (*Billets d'Afrique* n°299, juillet 2020). En 2013, sous couvert de se doter d'une flotte de pêche au thon, le Mozambique s'est lourdement et secrètement endetté pour commander des navires aux Constructions mécaniques de Normandie (CMN). « *Très vite, il est devenu évident que derrière (...) se cachait en fait un programme militaire, visant à acquérir du matériel et à proposer des services de surveillance maritime aux compagnies pétrolières et gazières actives dans le canal du Mozambique. (...) Le gouvernement français savait (...) qu'il s'agissait d'une commande plus large, incluant des contrats*

*d'armement* » et « *que le prix des bateaux était largement surestimé* » résume le rapport. Dénoncé en 2016 par le FMI, cet endettement masqué a plongé le pays dans une grave crise économique.

En amont de cette affaire, les liens entre la France et le Mozambique n'étaient pas inexistants, mais restaient faibles, limités pour l'essentiel aux intérêts stratégiques français dans le canal du Mozambique (Mayotte, îles Éparses). Les relations s'intensifient après la signature du contrat avec les CMN. En 2015, la France rouvre le service économique de son ambassade au Mozambique. La même année, François Hollande est le premier chef d'État français à accueillir le nouveau président du Mozambique en visite officielle. Ce dernier en profite surtout pour s'entretenir avec le patronat français et le ministre de l'Économie, un certain Emmanuel Macron. Quelques mois plus tard, des officiels français se rendent à leur tour au Mozambique pour tenter de transformer l'essai en matière de coopération économique et sécuritaire. Il s'agit de pousser le pays à se doter d'une marine militaire à même de protéger l'exploitation gazière, prévue alors pour démarrer en 2020.

## Un projet climaticide

Le soutien des autorités françaises à l'exploitation du gaz mozambicain est en totale contradiction avec les engagements pris dans l'accord de Paris sur le climat issu de la COP 21 de 2015. Il va pourtant se renforcer encore avec l'arrivée de Total. En 2019, la firme française fait l'acquisition des actifs africains de l'entreprise Anadarko pour près de 4 milliards de dollars. Avec 26,5 % des parts du projet « Mozambique LNG » sur le bloc 1,

elle en devient ainsi l'opérateur principal. Le financement dépasse les 20 milliards d'euros, ce qui en fait le plus gros investissement jamais réalisé par le gant pétrolier sur le continent africain.

Il s'agit en particulier de construire deux trains de liquéfactions, d'une capacité de 13,1 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an, et des infrastructures portuaires pour son exportation. La péninsule d'Afungi, dans le Cabo Delgado, est transformée en gigantesque parc industriel. « *Si l'on prend en compte l'ensemble de ses émissions, le projet Mozambique LNG pourrait produire entre 3,3 et 4,5 milliards de tonnes d'équivalent CO2 au cours de son cycle de vie, soit plus que les émissions annuelles de gaz à effet de serre de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne* », alertent les ONG qui mènent campagne contre ce projet<sup>1</sup>. À quoi il faut ajouter trois autres projets gaziers prévus sur le bloc 4 voisin. De véritables bombes climatiques.

## Menaces djihadistes

En octobre 2017, une insurrection islamiste armée, menée par le mouvement Ansar al-Sunnah (aussi appelé Al-Shabab), se déclare à l'extrême nord du pays. Les racines du conflit sont locales et anciennes. La marginalisation économique de la région du Cabo Delgado, l'abandon de sa jeunesse, l'accaparement des richesses locales par des proches du pouvoir et des entreprises étrangères et la répression policière fournissent un terreau propice à l'essor des djihadistes. Comme au Sahel, le refus de considérer les causes endogènes et l'appréhension de la crise sous le seul prisme sécuritaire ont dans un premier temps contribué à radicaliser le

<sup>1</sup> Voir la page consacrée au projet sur le site de la campagne *Defund TotalEnergies* : <https://defundtotalenergies.org/mozambique-lng>

mouvement sans l'affaiblir. La population s'est retrouvée prise en étau entre les exactions des forces de sécurité et la brutalité croissante des islamistes.

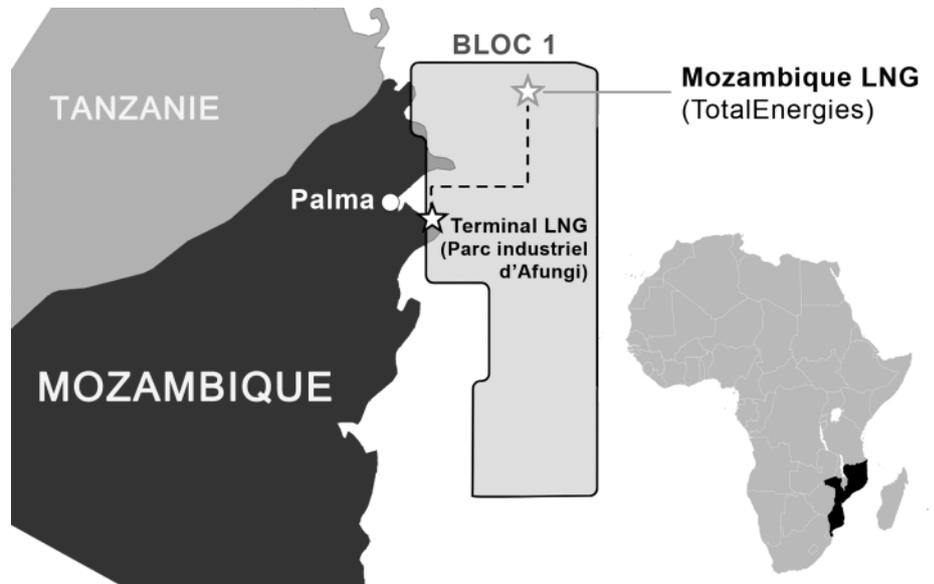
Dans un premier temps, le gouvernement du Mozambique joue la carte des sociétés militaires privées en complément de l'action des forces de sécurité. À mesure que le mouvement djihadiste gagne en importance, lorsqu'il commence à occuper plusieurs localités à partir de mars 2020, les pressions extérieures pour un recours à une ingérence militaire étrangère officielle se renforcent, émanant autant de pays voisins que de pays impliqués dans l'exploitation gazière.

### Un projet militarisé

Dans le souci d'incarner l'indépendance nationale aux yeux de sa population, le président Nyusi refuse d'abord le déploiement de militaires étrangers. Mais en échange d'un soutien logistique et d'une compensation budgétaire, il met à disposition d'Anadarko, puis de TotalEnergies, jusqu'à 700 militaires des Forces armées de défense du Mozambique (FADM) pour protéger le chantier Mozambique LNG. Dans le même but, la multinationale française a en outre recours à des sociétés privées, souvent dirigées par d'anciens militaires français.

En février 2020, le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian se rend à Maputo pour réitérer la volonté française de renforcer la coopération navale entre les deux pays. La France propose aussi aux services secrets mozambicains de profiter de l'imagerie satellitaire française. Mais aucun nouvel accord de coopération militaire n'est alors signé et le Mozambique fait le choix du renseignement états-unien. La France manœuvre ensuite avec le Portugal et l'Italie pour faire accepter, en octobre 2020, le principe d'une mission militaire de formation de l'Union européenne au Mozambique, que ce dernier autorise dans l'espoir d'obtenir du matériel militaire. Cette mission EUTM-Mozambique se déploie un an plus tard pour former les forces spéciales locales engagées dans la lutte contre-insurrectionnelle.

Entre temps, la menace djihadiste et avec elle les inquiétudes de TotalEnergies sont encore montées d'un cran. Début 2021, selon le journal sud-africain *The Mail & Guardian* (12/09/2021), le président Nyusi aurait suggéré à TotalEnergies de demander une présence militaire française pour sécuriser la zone industrielle, mais la France se serait



montrée réticente. En mars 2021, la ville portuaire de Palma, voisine de quelques kilomètres du site d'Afungi, est conquise pendant plusieurs jours par les hommes de Ansar al-Sunnah, désormais affilié à l'État islamique. Les centaines de soldats d'élite des forces mozambicaines se contentaient jusque-là de protéger les installations de TotalEnergies, et non les civils. L'attaque aurait fait une trentaine de morts selon les autorités du pays, plus de mille selon une enquête indépendante coordonnée par le journaliste Alex Perry – dont au moins 55 employé·e·s de sous-traitants de TotalEnergies. En mai 2024, une enquête judiciaire a été ouverte en France contre la multinationale pour « homicide involontaire » et « non-assistance à personne en danger ». TotalEnergies est notamment accusée d'avoir refusé du carburant aux hélicoptères d'une société de sécurité qui devaient évacuer des civils.

### Le Rwanda au secours du Mozambique... et de la France

Suite à l'attaque de Palma, le chantier de construction des usines de GNL doit être évacué et TotalEnergies fait alors valoir l'état de « force majeure » qui lui permet de suspendre le projet sans avoir à s'acquitter de pénalités. Les pressions en faveur d'une intervention militaire extérieure s'accroissent encore. « *La France est disponible pour prendre part à des opérations sur la partie maritime* » en cas d'intervention de la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), déclare le président français Emmanuel Macron en visite en Afrique du Sud. Mais le président Nyusi, réticent à voir son puissant voisin sud-africain s'ingérer dans les

affaires intérieures du pays, se contente dans un premier temps d'appeler à une aide logistique et à davantage de coopération militaire.

Le Mozambique accepte finalement une mission militaire de la SADC qui se déploie en août 2021. Mais pas avant d'avoir sollicité un autre partenaire inattendu, le Rwanda, dont un millier de soldats et de policiers sont arrivés dans le pays un mois plus tôt (leur nombre augmentera par la suite jusqu'à 2500). Avec leur appui, les troupes mozambicaines reprennent la ville de Mocímboa da Praia dont les djihadistes avaient fait leur place forte, et sécurisent un périmètre autour du site de TotalEnergies. L'armée rwandaise est perçue, notamment en Afrique du Sud, comme un sous-traitant au service des intérêts français sur le sol africain. Il ne fait pourtant aucun doute que le Rwanda suit là des intérêts propres, qu'il s'agisse entre autres d'accroître la surveillance de ses opposants présents sur le sol mozambicain, d'obtenir un retour économique pour les entreprises liées au Front patriotique rwandais (le parti au pouvoir) ou encore de consolider sa légitimité et son impunité sur la scène continentale et internationale en raison des services militaires rendus à la « communauté internationale ».

Mais l'affirmation de Paul Kagame, qui a assuré que ses troupes n'étaient pas là pour « protéger des projets privés » (*Le Monde.fr*, 29/09/2021), est peu crédible. Selon *The Mail & Guardian*, c'est la France qui aurait soufflé l'idée au président mozambicain. Ce que les autorités françaises nient : « *La France n'a donné aucun feu vert, orange ou rouge pour cette intervention* » assure une source élyséenne. « *En revanche, dans*

toutes les conversations entre MM. Macron et Kagame, la question du Mozambique a été évoquée. À chaque fois, les Rwandais nous ont tenus au courant de l'état de leurs discussions avec le Mozambique » (*Le Monde.fr*, 27/05/2022). Des journalistes et des chercheurs considèrent que la France a au minimum favorisé cette solution.

Interrogé par un parlementaire le 21 mars 2024, Jean-Claude Mallet, directeur des affaires publiques de TotalEnergies, réfute quant à lui toute action de son entreprise pour réclamer une action militaire française ou favoriser celle du Rwanda : « *La seule chose que nous ayons vraiment essayé de dire, c'est : attention, l'armée mozambicaine ne tient pas la route, pour des raisons historiques. Si nous avons peut-être exercé une influence, c'est en disant : il serait bon que l'Union européenne puisse développer des actions de coopération. Mais c'était un avis. À cet égard, nous ne prenons aucune décision.* »

Après la mission EUTM-Mozambique, à l'initiative de la France, l'Union européenne accorde un soutien de 20 millions d'euros aux troupes rwandaises au Mozambique, via le mécanisme de Facilité européenne pour la paix (FEP). Autre retour d'ascenseur : en janvier 2022, la PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, fait escale au Rwanda pour inaugurer l'ouverture d'une antenne locale de l'entreprise et signer un protocole d'accord concernant le développement énergétique du pays. Depuis, des entreprises rwandaises ont été associées aux intérêts de TotalEnergies au Mozambique dans le domaine de la sécurité et du BTP.

### Rapprochement diplomatique, convergence d'intérêts

Cette convergence d'intérêts pourrait surprendre ceux qui n'ont pas suivi le processus de rapprochement entre la France et le Rwanda entamé sous Nicolas Sarkozy et poursuivi par Emmanuel Macron. Une normalisation diplomatique concrétisée avec la nomination en juin 2021, après six ans de vacance du poste, d'un nouvel ambassadeur français à Kigali. Le déploiement de forces rwandaises au Mozambique coïncide également avec la reprise de la coopération sécuritaire entre France et Rwanda, rompue depuis la prise de pouvoir du Front patriotique rwandais qui avait chassé en juillet 1994 le gouvernement génocidaire soutenu par la France.

En août 2021, un attaché de défense est

affecté à l'ambassade de France à Kigali. Puis, en mars 2022, une délégation rwandaise comprenant le chef d'état-major, le chef des services de renseignement militaire et le chef des opérations et de la formation est reçue à Paris par le chef d'état-major français des armées. C'est ensuite le patron de la Direction du renseignement militaire (DRM) française qui est attendu à Kigali fin novembre. Par ailleurs, l'intervention au Mozambique n'est pas la première intervention rwandaise accueillie favorablement par l'Élysée. En décembre 2020, le Rwanda avait déjà envoyé des troupes en Centrafrique, pour défendre le régime de Faustin-Archange Touadéra contre plusieurs groupes armés. La France, dont l'influence dans le pays commençait à décliner, avait vu d'un bon œil la présence de ce nouvel allié pour contrebalancer l'influence russe via le groupe Wagner.

L'action au Mozambique des forces rwandaises, plus respectueuses des civils que les troupes mozambicaines et plus efficaces militairement, a été unanimement saluée, mais elles n'ont pour autant apporté qu'une solution partielle et temporaire au problème. Bien qu'affaiblis, les djihadistes ont adapté leur stratégie et étendu leur présence géographiquement pour échapper aux représailles. Début 2024, on dénombrait près de 5000 victimes depuis le déclenchement du conflit et près d'un million de personnes déplacées. Rien ne pourra être de toute façon réglé tant que le terreau politique et social qui a permis aux djihadistes de prospérer

n'aura pas été pris en compte. Or l'exploitation gazière que ces troupes étrangères ont vocation à sécuriser fait partie intégrante du problème...

### Force majeure, rapport mineur

En 2022, pour couper court aux critiques, le PDG de TotalEnergies confie une « *mission d'évaluation indépendante sur la situation humanitaire dans la province du Cabo Delgado* » à Jean-Christophe Rufin, ancien ambassadeur français et ex président d'Action contre la faim (2002-2006), pour déterminer les conditions d'une possible reprise de ses activités dans le pays. Le rapport, rendu public en mai 2023, préconise entre autres une meilleure prise en compte des populations lésées et une aide en matière de projets de développement qui ne soit pas limitée à la zone limitrophe de l'exploitation gazière. Il s'abstient revanche de traiter des questions relatives au respect des droits humains, même s'il préconise la rupture des liens entre TotalEnergies et les forces mozambicaines, – ce qui vaudrait condamnation implicite de leurs pratiques selon Rufin (*Le Monde.fr*, 06/07/2023). Il a également été reproché au rapport de ne pas « *indiquer que le grand projet d'exploration gazière a déclenché une forte pression foncière, d'importants déplacements de population, une inflation généralisée et un sentiment d'exclusion chez les autochtones, notamment dans l'accès à l'emploi* », résume *Le Monde*. Conformément aux pré-

## ÉQUILIBRISME FRANÇAIS EN RDC

En février 2023, pour la première fois, un communiqué de la diplomatie française a « *condamn[é] la poursuite des offensives du M23 avec le soutien du Rwanda, et la présence des forces rwandaises sur le territoire congolais* », tout en appelant « *les forces armées de RDC [à] cesser toute collaboration avec les FDLR, mouvement issu des milices ayant commis le génocide perpétré contre les Tutsi au Rwanda en 1994* ». Mais le président Macron rechigne à réaffirmer publiquement cette position, même à l'occasion de sa visite officielle en RDC en mars 2023. Il s'était alors permis de faire publiquement la leçon à son homologue congolais sur la gestion de la crise sécuritaire. Surtout, en vertu d'un rôle de médiateur qu'il entend jouer, Ma-

cron se refuse à franchir le pas d'une demande de sanctions internationales contre le Rwanda, réclamées par Tshisekedi.

La mise en balance des intérêts français au Rwanda et en RDC explique sans doute cette position ambiguë. Si les liens militaire et économiques entre France et RDC restent encore limités, l'importance des richesses naturelles et du marché potentiel du pays nécessite que l'on n'insulte pas l'avenir pour les responsables français. Mais la volonté de ne pas compromettre le rapprochement diplomatique opéré ces dernières années avec le Rwanda, la perspective d'en faire un allié militaire de premier plan en Afrique et l'importance des investissements immédiats au Mozambique l'emportent pour l'heure.

conisations du rapport, une fondation, dotée d'un budget annuel de 200 millions de dollars, est créée pour soldé de tout compte et la multinationale s'engage à accélérer les processus de compensation liés aux expropriations.

La reprise des activités a été plusieurs fois annoncée en interne chez TotalEnergie, mais elle a sans cesse été différée. La multinationale subit de multiples pressions pour un redémarrage rapide. De la part du pouvoir mozambicain qui souhaite qu'elle lève la « force majeure » alors que la prochaine élection présidentielle doit se dérouler fin 2024 ; de la part des autres actionnaires du consortium inquiets de la hausse des coûts du projet ; de la firme états-unienne Exxon-Mobile, opérateur du bloc 4 voisin de celui de TotalEnergie ; ou encore des sous-traitants et des bailleurs de fonds, plusieurs banques se montrant de plus en plus hésitantes à financer les investissements nécessaires. Par ailleurs, plus de 10 millions de tonnes de GNL ont déjà été prévendues à des clients asiatiques et européens (dont EDF).

Mais en dépit de déclarations rassurantes tenues périodiquement par les responsables de la firme, les conditions sécuritaires ne paraissent toujours pas réunies. Les djihadistes, même diminués, poursuivent leurs attaques meurtrières. Un regain de leur activité est par exemple observé dans la zone de déploiement de la force militaire de la SADC (la SANIM), sur le départ et réduite depuis janvier 2024. Le Rwanda porte alors à 5000 ses effectifs dans le nord du Mozambique, répondant aussi aux sollicitations d'Exxon-Mobil. Cette présence est ambivalente pour TotalEnergies : elle est à la fois une bouée de secours et une source d'inquiétude. Cette dépendance sécuritaire risque de conférer au Rwanda un pouvoir de pression démesuré sur les firmes et les pays engagés dans l'exploitation du gaz.

### Défense des intérêts occidentaux contre impunité

Ces derniers peuvent par ailleurs se voir accuser de cautionner les agissements de leur allié en République démocratique du Congo (RDC), où la rébellion du M23 est militairement soutenue par le Rwanda. Le dernier rapport d'experts de l'ONU (S/2024/432, juin 2024) accuse les militaires rwandais, dont le nombre serait compris

entre 3000 et 4000, d'être même plus nombreux que les rebelles. « *Le contrôle et la direction que [les Forces rwandaises de défense exercent] de facto sur les opérations du M23 rendent également le Rwanda responsable des actes du M23* », estime le rapport qui pointe le « *grand nombre de victimes civiles et des déplacements massifs de population* », ainsi que le recrutement forcé des enfants.

Le président de la RDC Félix Tshisekedi a dénoncé à plusieurs reprises le soutien européen apporté à l'action rwandaise au Mozambique<sup>2</sup>. En visite officielle en France fin avril 2024, il affirmait avoir mis en garde Emmanuel Macron : « *Une mise au point s'imposerait si nous nous rendions compte que les contingents rwandais envoyés au Mozambique et assistés par l'État français étaient ensuite dirigés pour nous faire la guerre en RDC. Cela provoquerait un risque de crise diplomatique évident avec Paris* » (*LeFigaro.fr*, 02/05/2024). Depuis plusieurs mois, la France tente ainsi, non sans mal, d'adopter une position diplomatique plus équilibrée entre la RDC et le Rwanda [voir encadré ci-contre].

### Clivage européen

La France a appuyé la nouvelle demande de financement européen de 20 millions d'euros que le Rwanda a déposée début 2024 pour soutenir sa présence militaire contre l'État islamique au Mozambique. Celle-ci fait pourtant de plus en plus fortement débat. Si le Portugal et l'Italie ont également soutenu cette demande, d'autres pays, comme la Belgique, s'y sont opposés. La décision, prévue début juillet et requérant l'unanimité des pays membres de l'UE, a été ajournée. Plusieurs États ont en outre été particulièrement irrités par l'immixtion du Rwanda dans le processus de désignation d'un nouveau représentant spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs. Le Rwanda a en effet fait pression sur certains pays en avril 2024 pour faire capoter la nomination d'un représentant belge. La France a alors retiré son sou-



tien à ce dernier et réintroduit une candidature française. C'est finalement un diplomate suédois qui a été choisi. Le Rwanda a donc eu gain de cause.

Cependant, si certains pays européens rechignent à voir le Rwanda bénéficier de financements européens pour sécuriser les projets gaziers de TotalEnergies et des autres multinationales au Mozambique, cela ne signifie nullement une remise en cause du soutien accordé à ce projet, y compris militairement. Sous couvert de favoriser la gestion des « *affaires africaines (...)* directement par les Africains eux-mêmes », surtout si « *au passage, cela protège également les intérêts de nos entreprises* » (dixit un diplomate européen au *Monde*, 25/06/2024), le soutien financier à l'armée mozambicaine s'est ainsi accru et le mandat de la mission militaire européenne au Mozambique a évolué pour permettre « *aux troupes de l'UE d'être déployées sur le terrain des opérations* », selon *Africa Intelligence* (04/01/2024). Un pas supplémentaire vers la militarisation de l'extractivisme sur le continent.

Raphaël Granvaud

Une version plus développée de cet article est parue sur le site Afrique XXI (<https://afriquexxi.info>).

<sup>2</sup> Le même joue par ailleurs contre le M23 et le Rwanda un jeu dangereux d'instrumentalisation de milices, parmi lesquelles les Forces démocratiques de libération du Rwanda qui perpétuent l'idéologie génocidaire anti-tutsie.

## PÉTROLE

# « LES ACTIVITÉS DE TOTAL ONT UNE DIMENSION PLEINEMENT NÉOCOLONIALES »

Dans son livre *Le mensonge Total : Enquête sur un criminel climatique*, sorti en mars dernier aux éditions du Seuil, le journaliste à *Mediapart* Mickaël Correia dénonce l'ensemble des stratégies mises en œuvre par le géant pétrolier pour continuer son business *as usual*, au mépris de l'urgence climatique comme des populations. Rencontre.

**Derrière les campagnes de communication, en quoi les activités de Total (re-baptisée désormais TotalEnergies) restent-elles climaticides ?**

Mickaël Correia : Total constitue l'une des 20 multinationales qui émet le plus de gaz à effet de serre au monde. Pour donner un ordre de grandeur, elle émet à elle seule autant de gaz à effet de serre que l'ensemble des Français-e-s, selon ses propres chiffres. En 2021, Total est devenue TotalEnergies pour pouvoir se présenter non plus comme un simple groupe pétrolier mais comme un producteur multi-énergies, pour affirmer qu'elle est en train de réaliser sa transition énergétique. Mais elle continue à utiliser massivement du pétrole et du gaz, qui sont deux grandes énergies fossiles. En février 2024, ils ont annoncé 20 milliards d'euros de super-profits, c'est-à-dire de bénéfices nets, pour l'année 2023 : 98 % de ces bénéfices viennent de la vente de gaz et de pétrole ! De même, quand on regarde son plan climat, on voit que d'ici à 2030 – une grande échéance en termes de lutte internationale contre le changement climatique – Total veut augmenter sa production de gaz d'un tiers, sans vraiment réduire sa production de pétrole. Aujourd'hui, lorsque TotalEnergies investit un euro dans les énergies vertes, elle en investit deux dans le pétrole et lne gaz et elle en reverse trois à ses actionnaires. Ainsi, derrière les oripeaux de la communication, si on regarde les chiffres financiers, on voit une toute autre réalité.

**Comment les secteurs publics et privés**

**français soutiennent-ils ces activités climaticides ?**

Du côté public, l'appareil d'État est toujours au service des intérêts privés de TotalEnergies. Dans une enquête sortie en mars dernier<sup>1</sup>, je montre qu'entre 2021 et aujourd'hui, une ambassade sur trois s'est fait le relais des intérêts de l'entreprise, via de la communication, des signatures de contrats, etc. Il y a aussi ce qu'on appelle le phénomène des portes tournantes : de nombreux hauts fonctionnaires, notamment du Quai d'Orsay, vont aller travailler un temps au sein de TotalEnergies avant de revenir au ministère des Affaires étrangères. Par exemple, Hélène Dantoine, la directrice sortante de la diplomatie économique, a passé plus de sept ans chez TotalEnergies entre 2011 et 2019. Arnaud Suquet, l'actuel ambassadeur de France au Kenya et en Somalie, était directeur adjoint des affaires publiques internationales de TotalEnergies entre 2017 et 2019. Cette perméabilité pose énormément de problèmes. Une commission d'enquête sénatoriale centrée sur cette question et pilotée par le sénateur vert Yannick Jadot vient d'ailleurs d'avoir lieu. Un dernier exemple du soutien du secteur public à Total : le méga-projet pétrolier lancé par l'entreprise en Ouganda<sup>2</sup>. Quand le très autoritaire Yoweri Museveni s'est fait réélire à la tête du pays en 2021, Emmanuel Macron lui a envoyé une lettre de félicitations en soulignant qu'il était ravi de la mise en chantier de ce projet.

En ce qui concerne le secteur privé français, le soutien à Total vient surtout des banques. Depuis 2016, le groupe a levé 15

milliards de dollars auprès de BNP Paribas, du Crédit Agricole et de la Société Générale.

**Le cas de l'Ouganda est effectivement emblématique du rôle majeur que joue Total dans la FrancAfrique. En quoi les activités du groupe en République du Congo le sont-elles également ?**

Ce n'est pas pour rien que Total est le premier développeur de projets pétrogaziers en Afrique : comme je le montrais tout à l'heure, l'entreprise peut se reposer sur les structures de la FrancAfrique, et notamment ce réseau d'ambassades françaises. Ce qui est terrible, c'est qu'aujourd'hui ce n'est plus seulement l'extractivisme pétrolier qui s'inscrit dans une dimension néocoloniale, mais aussi le greenwashing ! Pour absorber les émissions de CO<sub>2</sub>, on va créer un projet qui consiste à planter des arbres afin que ceux-ci absorbent une partie des émissions d'ici quelques années. Total est donc allé en République du Congo sur les plateaux Batéké, au nord de Brazzaville, où ils ont fait main basse sur 40 000 hectares de terres (soit quatre fois la surface de Paris). Là, ils ont commencé à planter en monoculture quatre millions d'acacias. Le gros problème, c'est que des gens vivent sur et de ces territoires. Environ 400 personnes d'après mes estimations, qui ont été dépossédés contre des compensations vraiment ridicules. Au total, les familles ainsi expulsées ont dû se partager une enveloppe globale de 76 000 euros. C'est cinq jours de salaire du PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné ! Pour couronner le tout, sur 20 ans, ce projet va absorber à

<sup>1</sup> « TotalEnergies : quand la diplomatie française se met au service du géant pétrolier, contre le climat », *Mediapart* (28/03/2024).

<sup>2</sup> Sur le travail effectué par Survie sur le projet Tilenga-EACOP, voir par exemple « Total au tribunal, acte 2 », *Billets d'Afrique* n°329 (été 2023).

peine 2 % de ce qu'émet TotalEnergies en une seule année. Voilà donc une vaste opération de greenwashing qui se fait sur le dos des paysan-ne-s congolais-e-s.

**Greenwashing toujours, Total présente comme des solutions l'utilisation de gaz naturel liquéfié (GNL) ou le recours aux crédits carbone...**

Total mise en effet beaucoup sur le GNL, du gaz refroidi à très basse température pour passer à l'état liquide et donc transportable par bateau. Deuxième producteur mondial, Total le présente comme une énergie de transition et affirme qu'elle arrive aujourd'hui à faire du GNL propre, notamment en achetant du carbone sur le marché international. Pour faire simple, depuis le début des années 2000, une entreprise ou un pays peut acheter à une autre entreprise ou un autre pays du carbone qui ne va pas être émis. Par exemple, TotalEnergies a acheté il y a quelques mois au Pérou pour plusieurs millions de dollars du carbone stocké dans la forêt amazonienne, ce qui leur permet de l'enlever de leur bilan carbone. Total Energies communique beaucoup là-dessus. Le problème est que le GNL est extrêmement polluant. Quand il est transporté ou brûlé, il émet du méthane, un gaz à effet de serre 80 fois plus puissant que le CO<sub>2</sub>. De plus en plus d'études scientifiques montrent que le GNL pourrait au final être aussi, voire plus émetteur que le charbon. TotalEnergies serait donc en train de préparer une véritable bombe climatique sans qu'on en ait conscience.

Pour rappel, selon l'ONU, la production

de gaz doit diminuer de 3 % par an d'ici 2030 pour lutter efficacement contre le changement climatique – et ça que le GNL soit propre ou pas. Tout le contraire des plans de TotalEnergies comme je le disais plus haut. Ils sont donc à rebours de toutes les recommandations scientifiques à ce niveau-là.

**Comment ces crédits carbone se sont imposés contre une solution beaucoup plus ambitieuse, la taxe carbone ?**

L'argument massue de TotalEnergies est de dire qu'ils ne font que répondre à la demande internationale. Mais la réalité, c'est que Total a toujours participé à saboter les politiques publiques qui visaient justement la régulation de la demande. Au début des années 1990, la France et la Communauté économique européenne (CEE) étaient engagées politiquement sur le changement climatique, en particulier face aux énormes alertes scientifiques qui commençaient à émerger. Les instances européennes, poussées notamment par François Mitterrand et Michel Rocard, voulaient mettre en place une taxe carbone. Le but était de taxer progressivement le pétrole, le gaz et le charbon pour qu'au début des années 2000 ils soient devenus tellement chers que la demande s'assèche. C'était un projet particulièrement intéressant et ambitieux. L'Europe devait mettre en place cette taxe carbone avant le grand sommet de la Terre à Rio en 1992, notamment pour pousser les Américains à appuyer une taxe carbone internationale. Mais beaucoup d'entreprises, dont Total et Elf, ont mis en place un lobbying énorme pour saboter cette initiative. Ils ont créé un organisme,



organisé des séminaires, envoyé des lettres aux différents ministres français... L'agent qui a vraiment détruit la taxe carbone à l'échelle européenne, c'est Dominique Strauss-Kahn, alors ministre de l'Industrie. D'après les climatologues, cela nous a mis trente ans en retard en termes d'actions contre le changement climatique. Aujourd'hui, on est tellement dans une logique néolibérale que taxer le carbone est devenu inconcevable. La norme est à la marchandisation du CO<sub>2</sub> et à la régulation par le marché.

*Propos recueillis par Nicolas Butor*

## SOUTENEZ-NOUS : ABONNEZ-VOUS !

Pour décrypter la politique de la France en Afrique, retrouvez dans votre boîte aux lettres douze pages d'analyse critique des principaux faits de l'actualité franco-africaine. **Billets d'Afrique** est entièrement réalisé par des bénévoles, militant-e-s au sein de **Survie**, une association qui dénonce la Françafrique depuis 1984.



OUI, je m'abonne pour un an (soit 11 numéros) à **Billets d'Afrique**. Je renvoie ce bulletin complété, accompagné de mon paiement à : **Survie - 21er, rue Voltaire - 75011 Paris**

OUI, je souhaite recevoir **Billets d'Afrique** au format numérique, par email, plutôt qu'en papier.

nom :

prénom :

adresse :

CP :

ville :

email :

**TARIFS** France 25€, Petits budgets 20€, Étranger et outre-mer 30€

Modalités de paiement : chèque à l'ordre de Survie - Virement bancaire IBAN : FR76 4255 9100 0008 coopératif, précisez l'objet sur l'ordre de virement - Vous pouvez aussi payer en 4 échéances prélèvement automatique, nous contacter : [contact@survie.org](mailto:contact@survie.org) (+33)9.53.14.49.74

La parution dépend des contraintes dues au bénévolat : les numéros peuvent prendre du retard.